

**Vœu présenté par le Conseil départemental de la Haute-Vienne sur l'information et la culture**

---

**Le Conseil départemental de la Haute-Vienne,**

**Rappelant** que l'audiovisuel public existe depuis 85 ans et qu'il est un enjeu culturel et démocratique essentiel ;

**S'inquiétant** des mesures contenues dans la loi de finances 2025, qui a, comme prévu, amputé fortement le financement de l'audiovisuel public ;

**Souligne** pourtant que ce dernier est en tête des audiences tant au niveau de la radio que pour la télévision ;

**Rappelle** que le principe de leur ligne éditoriale reste l'absence de parti pris, l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs politique et économique ainsi que la défense du pluralisme ;

**Précise** que le service public de l'information offre un maillage territorial sans aucun équivalent, auquel nos concitoyens sont très attachés et qu'il apporte une information de proximité fiable ;

**Réaffirme** la nécessité de défendre une information vérifiée à l'heure où l'on assiste à une profusion de « fake news », aggravée par l'apparition de l'intelligence artificielle et la concentration de médias détenus par des idéologues ;

**Précise** que selon un rapport européen, un euro investi dans l'audiovisuel public rapporte en moyenne 3 euros pour l'économie française ;

**Ajoute** que l'audiovisuel public représente 17 000 salariés, 110 000 emplois directs, qu'il fait vivre 4 500 entreprises et crée de la richesse partout sur le territoire ;

**Confirme** que la télévision et la radio publiques représentent aussi 500 millions d'investissements dans le cinéma, la musique, la fiction ou encore les séries au moment même où la culture est attaquée ;

**Dénonce** les 150 millions de coupes budgétaires réalisées en 2 ans pour la culture et ses conséquences ;

**Exige** que le triptyque informer-cultiver-divertir soit préservé et demande le rejet de projet de fusion de l'audiovisuel public.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

Mmes DEBOURG, GENTIL, NEGRIER, MANUS et MM. BOST, BUSSIERE, CUBERTAFOND et LARCHER (**groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants**) n'ont pas souhaité prendre part au vote.